

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Hier, à Toronto, le ministre des Finances a affirmé à des banquiers qu'il débordait d'optimisme. Pourtant, depuis son Budget, il a révisé à la baisse ses prévisions de croissance économique pour 1992, de 2,7 à 2,3 p. 100.

Étant donné que le ministre des Finances a révisé ses prévisions de croissance économique, est-ce qu'il aura l'honnêteté de réviser aussi ses prévisions concernant le chômage, cette fois à la hausse, qui est le résultat de ses politiques économiques?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je sais que le député est aussi heureux que moi que notre économie ait donné des signes évidents de croissance au cours du dernier trimestre. Cette croissance a été modeste et modérée, mais nous voilà néanmoins sur la bonne piste.

Aujourd'hui, nous avons eu à nouveau la preuve que l'économie reprend du poil de la bête. Les expéditions de biens manufacturés ont augmenté de 0,9 p. 100 durant cette période, et les commandes ont progressé de 0,8 p. 100 au cours du mois de mars. Ça aussi, c'est encourageant.

Naturellement, comme nous l'avons toujours dit, le ralentissement entraînant forcément une restructuration, la situation de l'emploi n'est pas aussi rose que nous le voudrions.

Quoi qu'il en soit, avec la baisse constante des taux d'intérêt, le renforcement de l'économie américaine, les initiatives que nous avons prises dans le budget et l'accroissement de la productivité, je crois que ça augure bien pour une reprise stable et durable.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, la Banque Royale a rendu publiques hier ses prévisions économiques, et elle anticipe une croissance de seulement 1,4 p. 100. Cela correspond tout à fait aux prévisions du Conference Board faites il y a deux semaines, qui fixent le taux de croissance à 1 p. 100 à peine.

Questions orales

En publiant son rapport, la banque a déclaré, et je cite: «Ce taux de croissance ne suffira pas à freiner la hausse du taux de chômage et ne permettra pas une remontée importante des profits.»

Pourquoi le ministre s'en tient-il à ses prévisions concernant les emplois, alors que tous les indicateurs montrent clairement qu'il avait tort à cet égard? Révisera-t-il sa position, afin que le public canadien soit informé de la véritable situation du chômage?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, si le député tient à citer les observations de la Banque Royale du Canada, je ferai de même.

M. Earl Sweet, l'économiste en chef adjoint de la Banque Royale, a fait la déclaration suivante lorsqu'il a publié ses prévisions: «Au chapitre des améliorations, la restructuration importante des entreprises canadiennes, restructuration nécessaire pour reprendre et accroître leur part des marchés mondiaux, commence à donner des fruits, sous forme d'accroissement de la productivité, et les exportations aux États-Unis marquent une hausse.»

Le député et son parti nous rebattent les oreilles au sujet des efforts déployés par le gouvernement pour accroître les débouchés commerciaux.

• (1420)

Il va de soi que le commerce des marchandises, les exportations, en particulier vers les États-Unis mais aussi vers d'autres pays, permettra de créer des emplois, d'accroître l'activité économique et d'améliorer notre niveau de vie. Nous poursuivons nos efforts sur tous les fronts.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, compte tenu que nous traversons une récession depuis presque 30 mois, il va de soi que quelque chose finira par se produire tôt ou tard. La situation économique du Canada changera subitement lorsque nous aurons un nouveau gouvernement.

D'ici là, nous sommes aux prises avec des problèmes indéniables. Selon l'agence de placement Manpower Temporary Services, la situation de l'emploi serait pire cet été que l'an dernier. Pour certains secteurs d'activité, c'est la pire année depuis 1978, quand l'agence a effectué ses premières études dans ce domaine.

Pourquoi le ministre des Finances s'obstine-t-il à ne prendre aucune mesure concrète pour créer des emplois pour les jeunes qui veulent travailler cet été et être en mesure de payer leurs frais d'université à l'automne?